

EGYPTE

Ambiance fin de règne?

Déstabilisé par une fronde des juges qui ne s'affaiblit pas, le gouvernement égyptien a opté pour le tout répressif. Tous les mouvements de l'opposition en font les frais, mais aussi les petits paysans, entre autres.

Plus de 700 personnes ont été arrêtées au Caire depuis le 24 avril pour avoir participé aux manifestations de solidarité avec les juges; après avoir été brièvement libérés et arrêtés à nouveau le jeudi 25 mai, deux d'entre ces militants ont été violemment torturés et abusés sexuellement avant de se faire replacer en détention. Le gouvernement a également empêché l'Assemblée générale exceptionnelle du syndicat des ingénieurs (placé sous séquestre par le pouvoir) de se tenir vendredi 19 mai dernier, et, sur un autre front, dispersait avec une violence extrême un rassemblement de paysans mobilisés pour résister à l'expulsion de leur terre, le samedi 20 mai, tabassant et arrêtant au passage 4 journalistes français et suisses, libérés quelques heures plus tard. Loin d'être exhaustive, cette énumération rapide donne cependant une idée de la politique du tout répressif que le gouvernement égyptien a adopté. Nombre d'observateurs s'accorde à y voir les coups désordonnés d'un régime aux abois, certains décrivant même une ambiance "fin de règne", rappelant celle précédant l'assassinat de Sadate en 1981, quand des centaines d'opposants s'étaient du jour au lendemain retrouvés derrière les barreaux.

La crise entre le pouvoir judiciaire et l'exécutif est l'élément le plus fort appuyant cette analyse. Latente depuis plus de six ans maintenant, après la décision de la Cour constitutionnelle d'accorder au pouvoir judiciaire la responsabilité de superviser entièrement le processus électoral, cette crise a éclaté au grand jour avec la passation de deux vice-présidents de la Cour de cassation, Mahmoud Mekki et Hicham Bastawisi, devant un Conseil de discipline, accusés d'avoir dénoncé la fraude électorale dont certains juges se sont rendus complices.

Lors des élections présidentielles puis législatives de septembre 2005, le candidat Hosni Moubarak, président de la république, ne devait son élection qu'à une fraude massive (en plus du fait que d'après les chiffres officiels, 22 pour cent de l'électorat seulement s'était rendu aux urnes), et une violence extrême avait été utilisée pour faire passer les candidats du Parti national démocratique (PND, au pouvoir).

Mais le tout répressif s'exerce également à un autre niveau que celui de la lutte strictement politique: sur le terrain des revendications sociales et économiques, où le pouvoir a opté pour l'option ministère de l'intérieur en terme de politique de négociation pour mater les débuts de mécontentement

face aux conséquences très dures d'une libéralisation de plus en plus rapide.

Renforcement de la répression ...

En 1991, l'Egypte a signé avec le FMI un Pacte d'ajustement structurel (PAS), mais la politique dite d'Infitah, d'ouverture économique, a de fait commencé beaucoup plus tôt, au début des années soixante-dix, avec l'accession au pouvoir de Sadate. Ce gouvernement avait dû cependant mettre un coup d'arrêt à sa politique, en particulier après la révolte des 18 et 19 janvier 1977, journées pendant lesquelles des milliers de personnes étaient descendues dans la rue, d'Alexandrie à Assouan, pour protester contre la hausse du prix du pain. Le pays a cependant connu ces dernières années une accélération de ces politiques. Car si la dévaluation de la livre égyptienne a déjà conduit à une inflation très

tout accès aux soins pour la grande majorité de la population, a également été soumise à l'Assemblée nationale. Ceci dans une situation où la santé est depuis des dizaines d'années un secteur à deux vitesses, tout comme l'éducation, avec des hôpitaux ou des écoles privées où il faut payer le prix fort tandis que les établissements publics n'ont d'hôpital et d'école que le nom. Aujourd'hui, les secteurs pour lesquels il existe des projets de privatisation comprennent, entre autres, les chemins de fer et la poste. Le capital d'Egyptair a été ouvert à 20 pour cent à la concurrence. Il a même été question de privatiser le Canal de Suez, pourtant deuxième source de devises dans le pays.

... et des contre-réformes néolibérales.

La coopération avec l'économie israélienne s'est également accélérée. Cela a pu se

fait le plus grand bruit concernant Ibrahim Nafie, grand magnat de la presse, mais également l'un des hommes forts du régime, proche de la présidence. Il a soudainement été limogé, alors qu'il semblait posséder encore une autorité très importante dans le régime. PDG du groupe de presse Al Ahram, Nafie a été accusé d'avoir accumulé une fortune de près de 4 milliards de livres égyptiennes (environ 700 millions d'euros).

Il est en plus accusé d'avoir exploité sa position pour faire profiter à son entourage des contrats juteux dans le domaine de l'impression, entre autres. Plusieurs autres grands magnats dans d'autres domaines ont été touchés par le même type de scandale. Les citoyens font souvent directement les frais de ces affaires de corruption. Des milliers de personnes ont trouvé la mort ces dernières années à cause de dysfonctionnements de services causés par un népotisme généralisé: plus de mille

tout velléité d'auto-organisation. La situation actuelle est née de ces éléments, et le mouvement social égyptien est très peu structuré, en l'absence de syndicats, d'unions paysannes, ou d'associations indépendantes du gouvernement et réellement massives.

C'est dans cette situation que la fronde sociale a commencé à monter, à partir de 2000, avec le mouvement de soutien à la seconde Intifada du peuple palestinien. Malgré le manque de structuration, ce mouvement de solidarité a cependant réussi à organiser des petits rassemblements, en utilisant l'effet de surprise, prenant de court un gouvernement qui ne s'attendait pas à ce que l'opposition brave des lignes rouges instaurées depuis des années. Le 20 mars 2003, cela a ainsi mené à une manifestation massive contre la guerre en Irak. Les slogans ne s'attaquaient pas seulement au président Bush et à la politique américaine dans la région, mais aussi au soutien de Moubarak à l'agression - les navires de guerre américains passaient par le Canal de Suez - et, plus largement, contre une dictature qui réprimait les manifestations de solidarité et incapable d'assurer un minimum de niveau de vie. Dans la foulée, le mouvement Kefaya ("ça suffit !") a organisé sa première manifestation le 12 décembre 2004, mettant en avant des slogans portant sur l'opposition à un cinquième mandat pour Moubarak et la transmission du pouvoir à son fils, Gamal Moubarak, qui prend de plus en plus d'importance et représente l'option ultra-libérale au sein de l'appareil du parti.

Le mouvement des juges reprend les revendications et enracine les revendications du mouvement pour un changement démocratique lancé depuis près d'un an et demi. Il déstabilise profondément un régime, qui, lâché par son pouvoir judiciaire n'a trouvé d'autre réponse que de prolonger la loi d'urgence de deux ans.

Dina Heshmat



Soutenu par les puissances occidentales, mais contesté par sa population, le régime de Moubarak est de plus en plus contesté de l'intérieur.

(photo: indymedia)

dure pour les ménages, l'arrêt programmé des subventions sur les produits de base risque de provoquer une augmentation généralisée de ces produits et une incapacité des ménages les plus modestes à y accéder. Le prix du sucre a, par exemple, doublé ces derniers mois.

Tout cela se double d'une politique de privatisations à tous vents, qui commencent à toucher les bastions sacro-saints de l'industrie lourde, fondés à l'époque nassérienne. Le gouvernement compte en effet s'attaquer à l'usine de sidérurgie située dans la banlieue sud du Caire (encore 14.000 ouvriers, même après des départs massifs en retraite anticipée, encouragés par l'administration) ainsi qu'à l'usine d'aluminium située dans le sud de l'Egypte. Une nouvelle loi sur la sécurité sociale, qui conduirait à dénier

vérifier à travers la signature d'un accord, en décembre 2004, sur le Qualifying Industrial Zones (QIZ), entre Israël, les Etats-Unis et l'Egypte. Selon cet accord, les entreprises de textile égyptiennes intégrant dans leur production un certain pourcentage de composantes israéliennes, peuvent exporter cette production sur le marché américain sans payer de taxes. Israël constitue ainsi l'un des partenaires commerciaux privilégiés de l'Egypte, qui lui exporte tous les ans du gaz naturel et du ciment servant à la construction du mur de l'Apartheid.

L'un des éléments de cet échec patent, même si ce n'est pas le seul, est le problème de la corruption. Les unes après les autres, de nombreuses affaires ont récemment explosé au grand jour. L'une de celles qui ont

morts en février 2006, noyés sur un ferry qui ne respectait plus les normes de sécurité, 46 morts dans l'incendie d'un théâtre à Beni Soueif, où pas un seul extincteur n'était disponible, presque mille morts aussi il y a quelques années lors de l'incendie d'un train vétuste bondé en pleine période de l'Aïd.

Un régime coupé de sa population

Ces drames ont durablement sapé la crédibilité du régime issu de ce qui est appelé la "révolution de 1952", en fait un coup d'Etat mené par les officiers libres, et qui avait construit sa légitimité sur une politique sociale (réforme agraire, nationalisations) et un affrontement mesuré face à l'impérialisme (nationalisation du Canal de Suez en 1956), tout en réprimant

Pour soutenir le mouvement des juges et demander la libération de tous les détenus, envoyez des lettres de protestation au procureur général: Maher Abdel Wahid Fax: +202 577 4716 ou Ambassade de la République Arabe d'Egypte à Bruxelles: Avenue de l'Uruguay, 19 B-1000 Bruxelles Fax: +32 2 67 55 88 8

Dina Heshmat est journaliste et réside au Caire.